

Conseil national – 28 mai 2021

Rapport sur les élections départementales et régionales – Pierre Lacaze

Chers camarades, nous sommes à trois semaines du premier tour des départementales et des régionales, dans les derniers jours donc de la séquence électorale pré-élections présidentielle et législatives. Nous vous avons envoyé un état-des-lieux de nos conseillers régionaux et départementaux en 2015 et les accords que nous avons réalisés pour ces deux élections en 2021 après le dépôt des listes. Il peut y avoir des oublis et des erreurs et vous pouvez par retour de mail les signaler mais vous avez la réalité de nos choix stratégiques.

Je reviendrai sur les élections départementales et régionales et l'état des rapports de force politiques mais je souhaite tout d'abord situer dans quel contexte politique nous nous trouvons à 22 jours du premier tour. Je n'aborderai pas l'ensemble des questions et ne développerais pas car Fabien Roussel reviendra demain sur la situation politique en ouvrant le débat sur comment nous mettons en œuvre le vote des communistes qui l'ont désigné avec beaucoup de force comme candidat à la présidentielle. Je n'évoquerais pas le contexte international terrible en Palestine et qui comptera aussi dans ce que vivent ou pensent les Français et les Françaises.

Je rappelle que se tiendront, ce dimanche 4 partielles, dans l'Oise et le Pas-de-Calais où nous soutenons des candidats de Génération-s, en Indre-et-Loire une candidate PS et sur Paris 20^e un candidat infirmier du PCF, Thomas Roger, pour lequel nous souhaitons le meilleur résultat car c'est sur cette seule partielle que nous pourrions mesurer notre score après la rentrée en campagne présidentielle du parti et de Fabien Roussel.

Situation favorable à la droite et à l'extrême droite

Depuis notre dernier CN il y a un mois, un climat favorable à l'extrême droite c'est installé avec une succession de faits divers terribles avec l'assassinat de policiers, ou d'adolescents qui ont remis la question de la sécurité ou de l'insécurité au cœur des débats avec comme point d'orgue la manifestation à Paris de soutien aux policiers et d'hommage aux fonctionnaires assassinés détournée par une organisation syndicale s'attaquant à la justice. Avec en plus cette présence très commentée du ministre de l'Intérieur et d'élus de gauche du PS et du PCF.

Nous avons vécu aussi l'agression délibérée du service d'ordre et des camions de la CGT lors du 1^{er} mai. Ces images sont terribles et rappellent d'autres 1^{er} mai, les « SO collabos », les affrontements lors des manif des Gilets jaunes, les agressions sur les réseaux sociaux contre notre parti ou sur nos locaux.

Ce climat de violence organisée pour empêcher toute manifestation et décrédibiliser le mouvement social est insupportable. Cette question de la sécurité présente depuis des décennies dans le vécu de nos concitoyens sera dans les débats des élections de 2022, présidentielle et législatives, et elle s'invite dans le débat des départementales et régionales. Fabien Roussel a eu raison de donner notre position sur la police de proximité républicaine, se différenciant du tout répressif dans un contexte où, y compris sur les

élections départementales et régionales, la droite et le Rassemblement national en font un thème de prédilection et où nos candidats doivent se positionner.

Ce débat est présent dans le parti et les camarades sont parfois en difficulté sur la question de la répression et de la prévention. Notre soutien aux besoins de moyens importants pour la police et la justice avec le refus d'abandonner la notion de police républicaine au service des plus démunis correspond à un enjeu de société. Vauquiez avait lancé son pacte de sécurité en dehors de toute compétence régionale et cela est repris par de nombreux candidats de droite et va certainement marquer les semaines qui restent.

Cette question de la sécurité de nos concitoyens et du rôle de la police est une question importante que nous devons continuer à travailler nationalement et localement. Ce débat sur la sécurité ou l'insécurité est une des questions du scrutin des 20 et 27 juin. Il accompagne la montée du Rassemblement national dans plusieurs sondages sur les régionales dans un climat entretenu sur le duel Macron-Le Pen en 2022. Le pouvoir joue avec le feu en poussant à ce scénario dont il pense sortir vainqueur. Rien n'est écrit à un an de la présidentielle et rien non plus n'est écrit pour les 20 et 27 juin, notamment sur le résultat final du Rassemblement national, mais le contexte est difficile et nous allons mener campagne dans ce contexte difficile défavorable à la gauche dans son ensemble. Le débat qui a lieu en Paca avec l'offensive de Jean Castex et de la République en marche pour fragiliser la droite et LR ou l'engagement de ministres dans les Hauts-de-France démontrent que l'exécutif n'exclut pas de laisser le RN gagner une région. Le candidat du RN en Paca passe à 43 % d'intentions de vote et gagne 6 à 10 % depuis l'annonce de la fusion de LREM dans la liste de Muselier.

Avec le dépôt des listes aux régionales, jusqu'à 13 listes en Bretagne, la division à gauche est apparue flagrante et les insultes de Jean-Luc Mélenchon vis-à-vis d'EELV qu'il portait aux nues en avril ou du PS sur la question des désaccords aux départementales et aux régionales n'arrangent rien. Comme sa volonté de cliver et de diviser à propos de la manifestation des syndicats de police.

Le débat sur une candidature commune à gauche a ressurgi dans ce contexte au travers d'une nouvelle rencontre qui a entériné la volonté de la FI de ne même plus discuter contenus et de chercher à exacerber les désaccords. Pour notre part, nous pensons que l'on peut avoir des candidats différents à la présidentielle mais, en même temps, continuer à discuter à se respecter pour avancer sur de grands sujets ou sur la question des luttes.

Le Pacte pour le pouvoir de vivre, regroupant 65 organisations proches de la CFDT ou de la fondation Nicolas Hulot mais allant au-delà, travaille sur du contenu et c'est moins exprimé, lors de cette réunion, sur le casting. Même si plusieurs de ces organisations proposeront un candidat unique PS-EELV autour potentiellement de Jadot dont les soutiens constituent l'ossature de ces rencontres. Ce Pacte pour le pouvoir de vivre va proposer aussi du contenu pour les élections départementales et régionales. Nous devons les rencontrer et instaurer le dialogue. Des collectifs « 2022 ou jamais » ou « plus jamais ça » focalisent sur le casting et la candidature commune et passent vite sur la capacité à se mettre d'accord sur des contenus. Là aussi, rencontrons et expliquons que le contenu pour nous est essentiel pour faire face aux enjeux. Cette réunion a été marquée par la présence de députés ex-LREM de Libertés et territoires avec la mise en avant de Matthieu Orphelin. Elle a donné à la sortie un rendez-vous en juillet et aucune autre annonce.

L'état de la gauche n'est pas satisfaisant et nous avons vécu en préparant les régionales et départementales les divergences qui nous traversent, voire les antagonismes ainsi que l'affaiblissement de nombreuses organisations. Comme nous avons sur le faire localement nous devons garder nationalement une capacité de dialogue et expliquer nos décisions.

Deuxième élément structurant : la sortie du Covid, la remontée de Macron

Ce qui marque profondément nos compatriotes, c'est la situation internationale et nationale traversée d'inquiétudes fortes sur la situation de la pandémie, notamment autour de la question des variants et de la crise économique, mais aussi de joies et d'espérances très fortes dans la fin de moments très difficiles. La levée progressive des restrictions sanitaires, la progression de la vaccination élargie au plus grand nombre, la baisse des contaminations, des hospitalisations en réanimation et des morts du Covid contribuent à ce sentiment de libération avec les beaux jours qui s'installent.

Nos concitoyens aspirent à un retour à une vie normale, notamment pour les jeunes adultes qui s'exaspèrent des gestes barrières et les oublient lors de la réouverture des terrasses ou des fêtes de supporters toulousains, champion d'Europe de rugby, ou de Lille champion de France de foot. Dans ce contexte, le président de la République, le Premier ministre et le gouvernement cherchent à marquer des points, ils multiplient les gestes de proximité, de partage avec les Français, dans une stratégie très claire, coller à ce moment de joie chez nos compatriotes pour redorer leur image. Macron allant jusqu'aux vidéos avec les youtubeurs tournées à l'Élysées qui visent à une relation privilégiée avec la jeunesse.

Se rajoutent le Grenelle de l'Éducation, le maintien des places d'urgence pour les sans abris, la volonté d'apparaître comme le recours face au Rassemblement national et l'annonce du Tour de France du président de la République pour comprendre que, profitant du déconfinement, Macron prépare son entrée en campagne. Il a d'ailleurs une cote de popularité qui remonte à 41 % de bonnes opinions, ce qui n'est pas négligeable.

Un gouvernement qui veut poursuivre l'adaptation de la société française aux besoins du capital

Dans ce contexte, le gouvernement compte agir politiquement et poursuivre les réformes si la crise sanitaire s'éloigne effectivement, la réforme des retraites n'est pas enterrée nous dit-on, la réforme de l'assurance-chômage va s'appliquer et la loi 4D est remise sur la table. Avec une logique dangereuse sur l'égalité des territoires et le devenir des services publics.

Toute la phase de décentralisation depuis les lois Defferre, jusqu'à nos jours avec la loi Raffarin, la loi NOTRE et la loi Maptam qui créent les super-régions et les métropoles, qui réforment les communautés de communes et les ex-conseils généraux, ont complètement modifié la structuration institutionnelle et territoriale du pays. Le projet de loi dit 4D (Différenciation, Décentralisation, Déconcentration et Dé-complexification) prévoit une nouvelle vague de transferts ou de délégations de compétences de l'État aux collectivités, mais également entre collectivités territoriales.

Des domaines très importants au regard de la crise actuelle sont concernés comme l'écologie, les transports, Le logement, la santé, la cohésion sociale ou l'éducation. Depuis les quinquennats de Sarkozy et Hollande, les super-régions, les métropoles, les départements et les groupements de communes se sont vus transférer de larges pans des compétences de l'Etat, au minimum dans leur volet opérationnel. Le phénomène s'accroît et, avec lui, celui du démantèlement des services territoriaux et de proximité de l'Etat. Avec une réalité bien connue : l'Etat s'engage à compenser mais, de fait, ne tient pas ses engagements. La question importante de la recentralisation du RSA est aussi présente dans la loi. Et reste la question du financement dans la durée des collectivités qui sortent en difficulté du cumul de la crise sanitaire et des politiques nationales passées.

Le débat sur la loi 4D viendra au Sénat après les élections départementales et régionales, mais je pense qu'avec nos groupes parlementaires, nous devons réfléchir à un moment fort après les élections pour nous exprimer sur cette question avec force. Nous avons aussi dans la semaine à apporter des éléments d'analyse aux candidats. Cette loi souligne s'il le fallait le besoin majeur du plus grand nombre d'élus communistes dans les régions et les départements pour faire face sur le prochain mandat à sa mise en œuvre.

Au-delà de ces questions, pour le moment les Français n'ont pas la tête aux élections, l'abstention est annoncée très forte d'après la plupart des observateurs on parle de 30 % de participation, mais le sondage d'Odoxa d'hier indique à contre pied la possibilité d'un intérêt plus fort qu'en 2015 notamment pour les régionales dans un contexte de pré-présidentielle avec une participation entre 55 et 59 % soit équivalente ou supérieure à 2015 et avec 75 % des sondés qui disent vouloir voter en fonction de leur conviction politique. Avec dans ce sondage une mobilisation liée aux convictions politiques ou selon le positionnement sur des thématiques. S'exprime aussi la volonté de soutenir les présidents sortants (50 % pour soutenir et 29 % pour les sanctionner) et de sanctionner plus que de soutenir les candidats de la majorité présidentielle (43 % contre 31 %). En 2015, 50 % des électeurs s'étaient déterminés pour faire barrage au Front national, cette proportion va certainement augmenter au vu du contexte. Nous devons être clairs : tout va se jouer dans les derniers jours et par la mobilisation des réseaux de chacun, sur la question des thématiques portées et des électeurs les plus mobilisés. Il peut y avoir dans les derniers jours un intérêt qui progresse pour ces élections, comme pour nos propositions notamment sur les questions de santé, d'emploi, d'éducation, de pouvoir d'achat, de transports qui restent les préoccupations majeures de nos concitoyens et où ils approuvent nos propositions comme le révélait dans son sondage le journal *l'Humanité*.

Avec la question des solidarités et de la défense de l'emploi, de l'industrie et des services qui peuvent s'imposer au vu de l'augmentation des demandeurs d'emplois de catégories A très forte ou des chiffres de la pauvreté, explosion de la grande pauvreté et 9 millions de Français en dessous du seuil de pauvreté.

L'Etat des rapports de force à 22 jours du premier tour

Le contexte est donc à ce jour plutôt favorable à la droite et à l'extrême droite sur les thématiques actuelles discutées. On ne voit pas de régions basculer de droite à gauche, même si nous faisons tout pour et que cela soit possible. Des sondages donnent Paca et Centre-Val-de-Loire qui pourraient basculer au RN et en Bretagne ou Bourgogne-Franche

Comté, LREM peut arriver à des scores importants. Nous pourrions donc avoir des régions de gauche qui basculent à droite, voire à l'extrême droite. Au-delà des résultats que nous aurons à analyser à l'issue du premier tour lors du CEN du dimanche soir et ensuite il faudra regarder la véracité de ces sondages.

Dans les trois semaines qui viennent, la question pour nous est d'écarter ce scénario et de mobiliser pour le meilleur résultat de nos listes qui participeront du résultat global de la gauche. Nous avons trois tête de liste Cécile Cukierman en Aura, Sébastien Jumel en Normandie et Michel Stefani en Corse pour lesquels, au travers de tous nos réseaux, nous souhaitons faire voter de manière la plus importante. Et nous sommes dans des listes de rassemblement dans les Hauts-de-France, en Paca et dans le Grand-Est avec des têtes de liste EELV, nous soutenons une tête de liste FI en Ile-de-France et 6 têtes de listes PS, notamment dans les régions que présidait le Parti socialiste. Nous sommes situés pour notre part entre 6 et 8 % dans les derniers sondages.

Le rassemblement depuis le début a été impossible au vu des positions d'EELV, refusant les discussions sur les têtes de liste en s'affirmant comme le nouveau centre de la vie politique, et de la FI refusant toute tête de liste PS. Pour notre part, nous avons pris nos responsabilités, en agissant partout pour le rassemblement sur la base du mandat du conseil national de septembre. Rien n'est fait, la situation est difficile et compliquée à saisir, mais dans les 13 régions nous nous fixons l'objectif du maximum d'élus et nous portons les propositions du parti. Sur le ferroviaire et sur la question de l'emploi notamment.

EELV est loin dans les sondages de réaliser les scores importants annoncés pendant des mois après les européennes avec un étiage autour de 10 % sauf en pays de Loire à 16 % avec un candidat EELV /ex LREM, Mathieu Orphelin.

Le PS est en situation difficile dans plusieurs des 5 régions qu'il préside et n'est annoncé vraiment en tête de manière serrée qu'en Nouvelle-Aquitaine et Occitanie.

La FI n'a pas pu déposer de liste en Paca ou en Corse, elle soutient EELV dans 3 régions, dans 2 le PCF, dans 2 des proches d'Arnaud Montebourg et se présente dans 4 avec le soutien du NPA ou elle est annoncée autour des 6 % à 7 %.

On a un total gauche qui pourrait, comme en 2015 par rapport à 2008, s'affaïsser encore. Yann Le Pollotec écrivait sur l'analyse de 2015 qu'il fallait tirer l'enseignement de l'affaiblissement global de la gauche et du décalage entre la gauche qui vote et ses résultats dans les quartiers populaires et auprès du monde du travail à qui les partis de gauche ne parlent plus. On risque d'avoir au soir du 27 juin le même constat.

Sur les départementales nous aurons des candidats titulaires et apparentés dans un peu plus de 715 cantons sur 2000 avec un gros tiers de binômes PCF-PCF une proportion de binômes avec un PS ou un divers gauche à 20 % chacun et avec 1 EELV ou 1 FI à 10 % chacun.

On est dans une représentation moins importante qu'en 2015 ou nous étions dans plus de 1280 cantons avec un binôme titulaire, on retrouve ce niveau de présence autour de 1 400 cantons si l'on comptabilise les candidats PCF remplaçants. On a eu comme en 2015 des difficultés pour trouver des candidats, voire 4 candidats notamment dans le rural et ces difficultés sont encore plus vraies pour EELV et FI mais sont apparues aussi pour le PS. En revanche, la baisse de notre nombre de titulaires s'explique avant tout par le plus grand

nombre d'accords passés avec plusieurs organisations dans les départements, ce qui conduits souvent à n'être présent avec un ou deux titulaires que sur la moitié ou le tiers de cantons voire moins.

Sur les départementales, il est tout aussi difficile de voir ce que sera le résultat. Il y a eu un plus grand nombre de rassemblements à gauche et la droite pourrait être plus pénalisée par le niveau de l'extrême droite. Il y aura certainement très peu de triangulaires au vu des règles électorales des 12,5 % des inscrits pour se maintenir. Le Rassemblement national cherche à progresser sur ces élections : il a une soixantaine de sortants et symboliquement la candidature de Marine Le Pen dans le Pas-de-Calais souligne la volonté de s'installer aussi dans les départements avec dans le Pas-de-Calais l'ambition de peser sur la possible bascule à droite comme ils avaient tenté de le faire dans le Gard, il y a quelques mois. Ce scénario d'élus RN proposant un accord à des présidents LR peut se multiplier selon les résultats.

Dans le Val-de-Marne, nous avons réalisé un accord avec les forces de gauche PS et FI plus d'autres qui correspond aux enjeux mais un accord à minima avec EELV qui en décidant de se présenter dans un des cantons de Champigny-sur-Marne nous met en difficulté et a pris la responsabilité du risque d'une défaite de notre parti et de la gauche. Nous sommes pleinement mobilisés sur ce département où la droite ne cache pas ses ambitions.

La situation du PCF dans les régionales et les départementales doit être particulièrement apprécié par le conseil national en dehors de toute prospective sur les futurs résultats qui sont compliqués à prévoir. Nous savons la situation difficile mais aussi les possibilités qu'ouvrent les accords que nous avons validés. Dans les régions et dans de nombreux départements, ces accords peuvent aboutir à une progression de notre parti, sans sous-estimer les risques. Je veux que nous apprécions cette situation au vu des moments particulièrement difficiles de préparation de ces élections avec en plus pour notre parti des échéances internes qui se sont greffées. Nous avons réussi sur l'ensemble du territoire à tenir les délais, à trouver les candidats avec de nombreux jeunes, à faire face aux exigences administratives lourdes. Nous sommes reconnus à ce titre comme une force nationale respectée. Je veux remercier l'ensemble des camarades qui nous ont permis d'être au rendez-vous et en premier lieu nos responsables de section ou de fédération et les candidats.

La préparation de ces élections a souligné encore des difficultés entre nous pour appliquer nos statuts et règles communes comme lors des dernières régionales et départementales. Dans une quinzaine de cantons nous avons des affrontements internes qui ont fait l'objet de recours à la commission des conflits. Souvent, les décisions des adhérents ou des fédérations sont considérées par les uns ou les autres comme pas respectées. 15 sur 2000 cantons, c'est très peu mais encore trop, il faudra que l'on regarde ces situations et que nos statuts soient respectés. Dans deux régions, nous avons dans chacune d'elle une fédération qui a refusé le vote régional et qui c'est engagée à l'inverse du choix majoritaire des communistes, voire qui a plagié notre logo. Là aussi, c'est peu sur l'ensemble des fédérations 96 et des 13 régions mais c'est une situation que nous n'acceptons pas. Dans chacune de ces régions nous avons spécifié que seul comptait le choix des communistes de la région et que nos désaccords, une fois le choix majoritaire décidé, ne devaient pas se transformer en affrontements. Dans chacune nous faisons tout ce qu'il faut pour faire respecter le choix des communistes. Au bout, c'est le PCF qui perd de ses divisions.

Les 22 jours de campagne à venir

La campagne a démarré après le dépôt des listes le plus souvent en lien avec la levée des restrictions sanitaires. Depuis 15 jours, voire un mois ou plus, nous sommes sur le terrain et avec le déconfinement, la campagne de terrain se met en place.

Dans les trois semaines qui restent, je pense que notre échange au conseil national doit porter sur les initiatives à prendre pour aider nos candidats et candidates et aider à la mobilisation dans le parti. Tout les adhérents, tous les parlementaires, tous les élus doivent être sur le terrain. Avec un premier objectif, rencontrer les communistes et leurs soutiens et les mettre en campagne ou les engager à voter. Dans chaque département faire la liste section par section de ceux qui s'engagent à voter pour nous aux régionales, dans chaque canton aussi faire de même. Une voix certaine, c'est trois voix de plus au bout.

Trouvons les formes d'appel national à la mobilisation du PCF maintenant que les contraintes sanitaires s'allègent que Fabien Roussel ou Igor Zamichiei en lien avec les groupes parlementaires, les secrétaires départementaux et les têtes listes ou chefs de file régionaux puissent donner à voir l'importance du vote pour nos candidats ou ceux que nous soutenons dans tous les territoires. La question des procurations jusqu'au dernier jour doit être systématique dans nos communications. Attention : les 20 et 27 juin c'est presque des dates de départ en vacance, la sollicitation de tous nos réseaux de tous nos adhérents doit se faire y compris pour savoir s'ils iront voter eux et leur entourage. Chaque membre du CN doit s'engager totalement dans cette mobilisation sur trois semaines.

La question politique, c'est de donner le tempo et nos thématiques, ne pas rester sur le refus du RN que nous partageons bien sur mais qui peut pousser à voter pour les sortants ou la liste jugée la plus utile et au vu des configurations diverses il faut donner à voir en priorités les propositions du PCF. Je pense que ce doit être d'ailleurs en lien notamment sur les deux dernières semaines avec les déplacements ou thématiques abordées par Fabien Roussel comme candidat à la présidentielle.

Nous pourrions ainsi décider de nous donner à l'échelle nationale des dates de mobilisation particulières la semaine prochaine sur les services publics le 3 juin ou étalées sur plusieurs jours avec des rassemblements de nos candidats. Avec des communications sur nos propositions notamment sur les régionales à partir du travail mené par Evelyne Ternant et le collectif de camarades qui a travaillé avec elle. Nous pourrions avoir la même chose la semaine du 7 sur la question des mobilités avec des dates spécifiques ou sur 3 à 4 jours et une présence dans les gares et avec les cheminots. Sur la santé, le 15 juin journée de mobilisation syndicale, mais aussi le 10 juin avec les assises du médicament. Le 11 juin sur les questions d'emploi avec, ce jour-là, une présence devant les entreprises, le 12 sur les questions de démocratie avec notre appel dans le cadre de la marche pour les libertés. Les derniers jours auprès de jeunes, dans les quartiers populaires et entreprises à nouveau pour faire reculer l'abstention. Avoir un moment fort d'expression sur la question des conférences régionales pour l'emploi au travers de conférence de presse commune dans les 13 régions à partir de déclaration de nos trois têtes de liste.

Il faut dans tous les cas prendre la main et avoir des initiatives nationales régionales ou locales qui s'adressent aux électeurs des régionales et des départementales.

Dans ce contexte, à 22 jours du vote, je vous propose donc que l'on échange beaucoup sur l'appréciation du moment politique de ces derniers jours, de celui des jours qui viennent et de la manière dont vous organisez les choses dans vos départements et vos régions avec ce que nous pourrions décider nationalement. Merci de votre attention.